

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Route de Paris
45410 ARTENAY

Références : VAT20230062

Code AIOT : 0010001557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/12/2022 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Route de Paris 45410 ARTENAY. L'inspection a été annoncée le 21/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection est conduite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des ICPE

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- Route de Paris 45410 ARTENAY
- Code AIOT : 0010001557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS bénéficie d'une autorisation d'exploiter pour son site d'Artenay accordée par arrêté préfectoral du 21 juin 2013. Diverses modifications sont intervenues, depuis 2017, qui ont rendu nécessaire la prise de nouveaux actes dont le dernier du 4 septembre 2020, qui met à jour la situation administrative de l'établissement.

L'établissement relève du statut SEVESO au titre des engrais présents sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale surveillance en continu des rejets atmosphériques
- Suites de la précédente inspection

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Certification	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13.2.2	/	Sans objet
8	Suite de l'inspection du 03/02/2021 – D1	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.9	D1 de la VI du 03/02/2021	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité conduits	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 3.2.3	/	Sans objet
2	Conditions de rejets normés	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 3.2.4	/	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 3.2.5	/	Sans objet
4	Validité des mesures	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13.2.5	/	Sans objet
5	Contrôle des rejets	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13.2.1	/	Sans objet
6	Organisme de contrôle	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13.2.6	/	Sans objet
9	Suite de l'inspection du 03/02/2021 – D2	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	D2 de la VI du 03/02/2021	Sans objet
10	Suite de l'inspection du 03/02/2021 – D3	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	D3 de la VI du 03/02/2021	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant justifie d'une bonne maîtrise de ses équipements de surveillance en continu des rejets atmosphériques et d'une bonne connaissance de ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité conduits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : N° conduit / installations raccordées / Puissance ou capacité / combustible 1 Chaudière BABCOCK ; 41 MW ; Gaz naturel et biogaz 2 Chaudière DUQUESNE ; 66 MW ; Gaz naturel et biogaz 3 Chaudière STEIN ; 82 MW ; Gaz naturel 4 Déshydratation, four PROMILL ; 42 MW ; Gaz naturel et huile de fusel 5 Déshydratation, four BUTTNER ; 21 MW ; Gaz naturel (fonctionnement en secours) 6 Four à chaux ; 280 t/j ; Charbon (coke/anthracite) 7 Séchage maïs ; 3 MW ; Gaz naturel 8 Séchage maïs ; 3 MW ; Gaz naturel 9 à 18 Autres installations de combustion ; 4 MW ; Gaz naturel ou FOD 19 Unité de stripping et traitement de l'air vicié des vinasses méthanisées 20 et 21 Torchères (méthanisation) ; 2 x 5 MW ; Biogaz (fonctionnement en secours) 22 à 24 Silos 84-87 de céréales 25 Silos 91-99 de pellets de pulpes de betteraves 26 à 30 Silos et conditionnement de sucre 32 Lavage de gaz distillerie produits lourds 33 Lavage de gaz distillerie jus 38 Installations annexes du méthaniseur Un schéma de l'ensemble des émissaires de rejet atmosphérique est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : L'exploitant tient à disposition de l'inspection le plan des exutoires. Il s'agit du plan annexé à l'arrêté préfectoral de l'établissement. L'exploitant déclare que le plan est daté de 2013 (correspondant à l'arrêt préfectoral de la même année), et que les installations n'ont pas évolué depuis cette date. Il signale que certains conduits/installations sont aujourd'hui non exploités mais toujours présents. Il signale notamment du conduit n°5 correspondant au four BUTTNER, à l'arrêt depuis 15 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejets normés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [nom Conduit; débit; vitesse] Conduit n° 1 (Chaudière Babcock) ; 48 350 ; > 8 m/s Conduit n° 2 (Chaudière Duquesne) ; 77 800 ; > 8 m/s Conduit n° 3 (Chaudière Stein) ; 96 700 ; > 8 m/s Conduit n° 4 (Déshydratation – four PROMILL) ; 82 000 ; > 8 m/s Conduit n° 5 (Déshydratation – four BUTTNER) ; 41 000 ; > 8 m/s Conduit n° 6 (Four à chaux) ; 3 300 ; 14 m/s Conduit n° 7 (Séchage maïs n°1) ; 54 800 ; 30 m/s Conduit n° 8 (Séchage maïs n°2) ; 91 000 ; 16 m/s Conduit n°19 (stripping et traitement de l'air vicié des vinasses méthanisées) Conduit n°20 et 21 (torchères) ; 500 x 2 ; 13 m/s Conduit n° 32 (lavage de gaz distillerie PL) ; 6300 ; > 8 m/s Conduits n° 33 (lavage de gaz distillerie jus) ; 3 000 ; > 4 m/s Le débit des effluents est exprimé en m³/h rapportées à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à l'exclusion de la déshydratation.</p>
Constats : Pas d'écart relevé
<p>Observations : L'exploitant mesure le débit d'éjection au droit des conduits n°1 et 2, conformément à ses obligations réglementaires, ainsi que sur le conduit n°3 en complément de ses obligations. La vitesse d'éjection n'est pas suivie mais recalculée en continu (en tenant compte des caractéristiques de la cheminée). En revanche la mesure de la vitesse d'éjection est réalisée par l'organisme agréé qui intervient annuellement. A la demande de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de contrôle de l'organisme agréé réalisé le 17/10/2022 pour le conduit n°3. La vitesse d'éjection mesurée est de 10,4 m/s soit une valeur conforme puisque supérieure à 8 m/s.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites des concentrations et flux des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les rejets n° 3 et 4 pour lesquels les mesures se font sur gaz humides ; • à une teneur en O2 précisée dans les tableaux ci-dessous. <p>Conduit chaufferie n°3 Conduits n°4 et 5 Installations de déshydratation des pulpes de betteraves Conduit n°6 Four à chaux (four vertical à alimentation mixte de 280 t/j) Combustible utilisé : charbon (coke) Voir valeurs seuils en annexe II</p>
Constats : Pas d'écart relevé
<p>Observations : L'exploitant présente à l'inspection le rapport établi sur les mesures d'émission atmosphérique du four à chaud (conduit n°6) au titre de l'année 2022. Le rapport a été réalisé par Bureau Veritas. L'inspection constate que le rapport comporte l'ensemble des paramètres exigés par l'arrêté préfectoral complémentaire de l'établissement. L'organisme de contrôle justifie d'un agrément COFRAC pour l'ensemble des paramètres de suivi réglementés, à savoir O2, CO, Nox, poussières.</p> <p>L'inspection constate que le rapport inclut bien les mesures de concentration et de flux. L'ensemble des valeurs limites d'émission sont rappelées dans le rapport. Il n'y a aucun dépassement des valeurs seuils autorisées de relevé par l'organisme de contrôle pour ce point d'émission.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le rapport de mesure des émissions atmosphériques pour la chaufferie STEIN (conduit n°3) au titre de l'année 2022, suite à une intervention de Bureau Veritas du 17/10/2022. L'inspection constate que les paramètres liés au gaz naturel sont bien contrôlés et que l'ensemble des paramètres sont conformes aux obligations réglementaires. En revanche l'inspection constate que les paramètres liés à l'utilisation de biogaz ne sont pas contrôlés. L'exploitant rappelle que la surveillance de ces paramètres était liée au fonctionnement du méthaniseur de l'établissement, aujourd'hui à l'arrêt et inerté.</p> <p>L'inspection retient que les obligations réglementaires doivent être révisées dans le cadre d'une lettre préfectorale pour tous les conduits de l'établissement concernés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Validité des mesures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Types de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesure en continu</p> <p>Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté ; • aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110 % de la valeur limite fixée par le présent arrêté ; • 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission. <p>Mesures discontinues</p> <p>Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats des mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
Constats : Pas d'écart relevé
<p>Observations : L'animatrice HSE de l'établissement tient à jour un tableau de suivi qui permet de contrôler a posteriori la conformité des rejets dans la durée. Dans ce tableau sont reportées les valeurs moyennes journalières pour les paramètres CO, NOx, SO2 ainsi que le débit moyen normé. L'outil est présenté à l'inspection. L'inspection constate que l'outil de suivi permet de recalculer les valeurs sur chacune des temporalités prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire. Il est conçu pour que les dépassements ressortent.</p> <p>L'inspection consulte les résultats au titre de la campagne 2022 pour la chaudière STEIN. L'ensemble des valeurs des pourcentages est respecté à l'exception des phases transitoires de l'installation, au moment du démarrage de la chaudière et de son arrêt au cours de la campagne 2022. La temporalité de ces périodes transitoires est limitée (quelques jours) et les valeurs moyennes sont proches des pourcentages attendus. Autrement il n'y a pas de dépassement identifié dans le suivi de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'Article 3.2.5. du présent arrêté relatif aux installations de combustion. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures annuelles sont réalisées dans les 15 jours qui suivent le début de la campagne sucrière. Le bilan des mesures est transmis à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. La périodicité de la transmission est annuelle.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : L'exploitant présente à l'inspection le rapport de contrôle établi par la société Bureau Veritas en 2022 de la chaudière STEIN (conduit n°3) à la suite des interventions des 19 et 20/10/2022. L'inspection relève que le démarrage du contrôle réglementaire n'a pas été opéré dans les 15 jours suivants le début de campagne 2022 qui a été initié le 16 septembre 2022. Le contrôle a été réalisé un mois après. L'exploitant justifie ce report en contextualisant l'année 2022 par un démarrage de la campagne betteravière avec du bio. Soit en sous-régime de fonctionnement de son installation. De facto, les conditions de rejet ont été jugées non représentatives de la situation d'une pleine campagne, avec un taux de fonctionnement des installations inférieur à une période de traitement de betterave conventionnelle. À l'avenir, l'exploitant envisage de pérenniser ce mode de fonctionnement avec un début de campagne betteravière en produit bio. L'inspection invite l'exploitant à demander un aménagement de la prescription de son arrêté préfectoral complémentaire pour demander d'adapter le délai de démarrage de la surveillance, moyennant de renforcer la vigilance sur la surveillance en continu sur les chaudières en fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Organisme de contrôle

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures par un organisme agréé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an (pour les conduits 1 à 5) ou tous les 3 ans (pour les conduits 6 et 7), les mesures concernant les polluants visés à l'Article 3.2.5. du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : L'exploitant présente à l'inspection le rapport de contrôle établi par la société Bureau Veritas suite aux contrôles de la chaudière STEIN (conduit n°3) effectués en 2021 et en 2022. Le contrôle 2021 a été réalisé le 18/10/2021, le contrôle 2022 a été réalisé entre le 19 et le 20/10/2022, la fréquence de contrôle est donc conforme aux obligations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Certification

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Certification des appareils de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont certifiés QAL 1 selon la norme NF EN 14181. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. Les exploitants réalisent la première procédure QAL 2 de leurs appareils de mesure en continu selon cette norme dans les six mois suivant la mise en service de l'installation puis tous les cinq ans. De plus, les exploitants réalisent la procédure QAL 3. Enfin, ils font réaliser un test annuel de surveillance pour chaque appareil de mesure en continu.
Constats : (C1) L'exploitant ne dispose pas de procédures fixant les conditions de réalisation du QAL 3. Par ailleurs, le rapport QAL 3 retient un ajustement à effectuer dont l'exploitant doit expliquer la nature et justifier la réalisation
Observations : Le présent thème est décliné selon le canevas en annexe III du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des sols stockage engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : D1 de la VI du 03/02/2021
Prescription contrôlée : Pour le stockage d'engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III », le sol doit être légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident
Constats : (C2) Le sol du stockage d'engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III », n'est pas légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident
Observations : Par courrier de janvier 2022, l'exploitant a transmis un plan en coupe des installation montrant que le sol de la case n°1 stockant des engrais 4702-II ne présente pas de pente orientée vers l'extérieur du dépôt. L'exploitant s'est engagé à rajouter une pente lors de la prochaine grosse réfection du dépôt. Dans l'attente, l'exploitant demande à bénéficier d'un aménagement au point 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 06/07/2006. Comme mesure compensatoire, l'exploitant a intégré dans le plan d'opération interne de l'établissement cette information sur l'absence de pente du sol du dépôt d'engrais, et s'est engagé à sensibiliser les équipes d'intervention interne et externe au site sur cette situation. L'article 3 de l'arrêté ministériel précité dispose que "Le préfet peut, pour une installation donnée, adapter par arrêté les dispositions des annexes dans les conditions prévues à l'article L. 512-12 du code de l'environnement et à l'article 30 du décret du 21 septembre 1977 susvisés." L'inspection prend note de la demande de l'exploitant. Une demande d'aménagement sera proposée à Madame la Préfète lors de la prochaine révision de l'arrêté préfectoral de l'établissement. Dans l'attente, l'écart est caractérisé mais sa portée pondérée compte tenu de la mesure compensatoire mise en place et de l'engagement de l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suite de l'inspection du 03/02/2021 – D2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : D2 de la VI du 03/02/2021
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans. Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : L'exploitant présente à l'inspection le rapport de contrôle réalisé par la société Holmes. L'intervention de cette société a eu lieu le 14/12/2022. Dans le rapport, il est fait mention du remplacement des batteries de secours 12 volts de la centrale en mai 2021. Le rapport fait également état du contrôle des 14 capteurs présents au sein de l'installation et confirme que l'ensemble des capteurs de sécurité sont opérationnels à la date du contrôle. La demande est donc satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance détecteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : D2 de la VI du 03/02/2021
<p>Prescription contrôlée : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.</p> <p>Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.</p>
Constats : Pas d'écart relevé
<p>Observations : L'exploitant devait justifier auprès de l'inspection que la fréquence de maintenance du système de détection automatique d'incendie était conforme aux données constructeur des équipements de l'installation, notamment des détecteurs.</p> <p>Par courriel du 08/04/2021, l'exploitant a transmis les éléments de réponse suivants obtenus auprès du fabricant des équipements : "Fréquence des contrôles : La périodicité des étalonnages recommandés au niveau des capteurs est bien de 3 à 4 mois."</p> <p>L'exploitant a par ailleurs confirmé que les contrôles et la maintenance étaient réalisés tous les 3 mois (en joignant les devis). Le prochain était planifié le 19 avril 2021 par DMAE.</p> <p>L'exploitant présente les derniers rapports de contrôle effectués opérés par la société OLDHAM. Ils font suite à des interventions de vérification des équipements réalisées le 07/09/2022 et le 14/12/2022. L'exploitant respecte donc la fréquence de vérification préconisée par le fabricant. Aucune anomalie n'est enregistré dans les rapports.</p> <p>La demande est donc satisfaite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet